TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR L'EVALUATION DE LA PAHSE D'EXTENSION DU U PROJET PREVENTION DU VIH/SIDA CHEZ LES FEMMES ET LES FILLES DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES EN REPUBLIQUE DU CONGO

I. CONTEXTE DE LA MISSION

L'enquête de séroprévalence conduite en 2003 par le Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA (CNLS) du Congo Brazzaville, avec l'appui financier de la Banque mondiale, a estimé le taux de prévalence au niveau national à 4,2% chez les personnes âgées de 15 à 49 ans. Elle a mis en relief une tendance à la féminisation de la pandémie avec un taux de prévalence de 4,7% chez les femmes contre 3,8% chez les hommes. La pauvreté, les fausses croyances, les valeurs culturelles anachroniques et les violences sexuelles sont les facteurs les plus déterminants de la vulnérabilité au VIH de la femme et de la fille. En dépit des efforts accomplis par le Gouvernement et les organisations de la société civile particulièrement les associations féminines, le risque d'infection au VIH des femmes et des filles reste élevé dans les zones urbaines et rurales.

C'est ainsi qu'au cours de l'année 2007, le PNUD a mobilisé pour le compte du Gouvernement congolais des fonds auprès de la Coopération Sud-Coréenne pour mettre en œuvre le projet *Prévention du SIDA chez les femmes et les filles dans les zones urbaines et rurales* en vue d'apporter un appui à la mise en œuvre du Cadre stratégique national de lutte contre le SIDA 2003 – 2007.

Le projet s'était fixé comme objectif général de contribuer à la réduction de l'impact psychosocial et économique du VIH/SIDA sur les femmes et les filles. Afin d'atteindre cet objectif global, les objectifs spécifiques suivants étaient visés:

- (a) mettre en place quatre Centres qui vulgarisent des informations exactes sur le VIH ;
- (b) combattre la pauvreté des femmes en leur concédant des activités génératrices de revenus (AGR) ;
- (c) assurer les droits des personnes vivant avec le VIH (PVVIH).

L'exécution dudit projet a été confiée à la Section Congo de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le SIDA (OPDAS-Congo) qui assume la coordination et la gestion au quotidien des activités du projet, ceci avec le précieux appui au niveau du terrain du Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) et d'ONG locales (AMA et ADR).

Après quatre ans de mise en œuvre, une évaluation du projet avait été réalisée en mai 2012. Elle avait souligné la pertinence du projet ainsi que la nécessité de sa mise à l'échelle. Sur cette base, le projet a été reconduit pour trois ans et étendu principalement aux zones de frontières, notamment, à : Enyellé, Betou, Mokabi dans la Likouala, Pokola dans la Sangha, Ewo, Yamba Mbeti dans la Cuvette-ouest, Mpouya, Gamboma, Mbouemba, Makotipoko dans les Plateaux, Mindouli, Kinkala dans le Pool et Sibiti dans la Lekoumou.

Au terme de sa mise en œuvre, conformément à la décision du PNUD et de l'OPDAS, une évaluation sera réalisée afin de tirer les enseignements nécessaires sur le projet.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

1) Objectifs généraux

- ✓ Procéder à l'évaluation de la phase d'extension du projet de prévention du VIH/Sida chez les femmes et les filles dans les zones urbaines et rurales en République du Congo.

2) Objectifs spécifiques

- ✓ Evaluer le processus de formulation du projet ;
- ✓ Evaluer la mise en œuvre du projet ;
- ✓ Evaluer le dispositif de suivi-évaluation du projet ;
- ✓ Evaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité du projet ;
- ✓ Evaluer le degré de satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis des résultats obtenus ;
- ✓ Identifier les facteurs de succès et les obstacles à l'atteinte des résultats escomptés ;
- ✓ Formuler des recommandations.

III. PORTEE DE L'EVALUATION

Pour atteindre les objectifs spécifiques de l'évaluation, le consultant devra s'appuyer sur les critères énoncés ci-dessous et répondre aux questions suivantes :

1) Evaluer le processus de formulation du projet

- Les résultats du projet sont-ils clairs et réalisables dans le délai imparti ?
- Les capacités des structures chargées de l'exécution du projet et des acteurs impliqués dans sa mise en œuvre ont-elles été correctement prises en compte lors de la conception du projet ?
- Les leçons tirées des précédents projets sur le VIH/Sida ou d'autres projets pertinents ont-elles été correctement incorporées dans la conception du projet ?
- Les partenariats ont-ils été correctement identifiés et les rôles et responsabilités négociés avant l'approbation du projet ?
- La problématique du genre a-t-elle été prise en compte dans la conception du projet ?
- Les problèmes liés à la durabilité du projet ont-ils été pris en compte dans la conception du projet ?
- Les ressources nécessaires (personnel, financières, matérielles) pour la mise en œuvre du projet ont-elles été correctement évaluées et prise en compte dans la conception du projet ?

2) Evaluer la mise en œuvre du projet

- Le cadre logique du projet et les plans de travail ont-ils été utilisés comme outils de gestion durant la mise en œuvre du projet ?
- Le processus de procurment était-il approprié ?
- La mise à disposition des fonds s'est-elle déroulée comme prévu ?
- Comment la gestion axée sur les résultats a-t-elle été utilisée lors de la mise en œuvre du projet ?
- Quel est le niveau d'efficacité des accords de partenariats pour le projet ?
- Les capacités locales ont-elles été utilisées efficacement lors de la mise en œuvre du projet ?
- Quels enseignements peut-on tirer de la mise en œuvre du projet ?

3) Evaluer le dispositif de suivi-évaluation du projet

- Quel est le niveau de qualité, d'efficacité et d'efficience du processus de suivi-évaluation du projet ?
- Les rapports sur l'état d'avancement du projet ont-ils été produits avec précision, en temps opportun ?
- Quelles sont les mesures à adopter pour améliorer le processus de suivi-évaluation du projet ?

4) Evaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience du projet ainsi que la durabilité des résultats obtenus

3.1) Pertinence

- Le projet est-il pertinent par rapport aux priorités nationales et locales de développement ?
- Le projet est-il pertinent par rapport au plan d'action pour la mise en œuvre du programme pays 2014-2018 entre le Congo et le PNUD ?
- Le projet est-il pertinent et cohérent avec les autres projets et programmes de développement local dans sa zone d'intervention ?
- Le projet répond-il aux besoins des populations des zones ciblées ?
- Le projet présente-t-il une cohérence interne au niveau de sa conception ?

3.2) Efficacité

- Les résultats escomptés et les objectifs du projet ont-ils été atteints ?
- Quels sont les obstacles à la réalisation des résultats escomptés et des objectifs du projet ?
- Quels sont les effets ou effets probables du projet ?

3.3) Efficience

- Les résultats obtenus sont-ils satisfaisants au regard des ressources humaines, matérielles et financières investies ?
- Ces ressources ont-elles été planifiées et gérées de façon rationnelle et optimale ?
- Les stratégies adoptées étaient-elles adaptées aux objectifs et résultats attendus (mobilisation des ressources, partenariats techniques, stratégie de renforcement des capacités, interventions auprès des communautés, etc.) ?

3.4) Durabilité

- Quelle est la probabilité que les acquis du projet ne soient pérennisés une fois le projet arrivé à expiration ?
- Le niveau d'appropriation des acteurs locaux est-il suffisant pour permettre la durabilité des résultats du projet ?
- Quels sont les principaux obstacles qui peuvent entraver la durabilité du projet ?
- Le processus de gouvernance du projet présentent-ils des risques qui pourraient compromettre la durabilité des résultats du projet ?
- L'un de ces obstacles a-t-il été abordé dans le cadre de la mise en œuvre du projet ?
- Quels sont les domaines du projet qui présentent le meilleur potentiel en termes de durabilité ?
- Quelles sont les mesures possibles susceptibles de contribuer davantage à la durabilité des résultats du projet ?

5) Identifier les facteurs de succès et les obstacles à l'atteinte des résultats escomptés ;

- Quelles sont les principales contraintes ayant fait obstacle à la mise en œuvre du projet ?
- Quels sont les principaux atouts ayant contribué à la mise en œuvre du projet ?
- Ces atouts auraient-ils pu être mieux exploités ?

IV. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'évaluation sera conduite par un consultant national expérimenté. Il devra adopter une approche à la fois quantitative et qualitative. Les méthodes et outils suivants devront donc être mobilisés :

- Revue documentaire : documents de projet, rapports d'évaluation des phases antérieures, PND 2012-2016, UNDAF 2014-2018, CPAP 2014-2018, PTA, rapports de suivi disponibles, etc. ;

- Echanges avec l'OPDAS Congo, le(s) responsable(s) du projet au PNUD, le SEP/CNLS, les agences du Système des Nations Unies au Congo, les autorités locales et d'autres partenaires à déterminer avec les commanditaires ;
- Visites de terrain sur sites (à déterminer avec les commanditaires) ;
- Consultations et réunions de débriefing.

L'offre fournie par les soumissionnaires devra contenir une note méthodologique et un plan de travail détaillés. L'offre indiquera les sources d'information à exploiter pour objectif spécifique de l'évaluation.

V. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

Les résultats suivants seront attendus au terme de la mission :

- Un rapport provisoire devra être remis une semaine après le début de la mission. Il devra préciser comment chaque question d'évaluation sera abordée et traitée.
- Un draft de rapport d'évaluation contenant les analyses et les résultats de l'évaluation conformément aux TDR de la mission, remis au plus tard dix-huit (18) jours après le début de la mission.
- Le rapport final d'évaluation sera remis au plus tard trois (3) jours après le débriefing.

Le rapport final d'évaluation ne doit pas dépasser 20 pages, mais pourra intégrer des annexes pertinentes et utiles pour la compréhension du document et son exploitation. Il devra plus ou moins se présenter de la façon suivante :

- ✓ Méthodologie utilisée (1 – 2 pages) ;
- ✓ Contexte de mise en œuvre du projet et présentation des principaux concepts (1 – 2 pages) ;
- ✓ Présentation des conclusions de l'évaluation, conformément aux critères retenus et à la portée de l'évaluation définie plus haut (10 – 15 pages) ;
- ✓ Conclusions et recommandations (2 – 3 pages) ;
- ✓ Annexes : termes de référence, entretiens réalisés, documents exploités, exemples d'outils mobilisés, etc.

VI. CALENDRIER ET DURÉE DE LA MISSION

La mission d'évaluation aura lieu au Congo Brazzaville et elle durera vingt et deux jours (22) répartis comme suit : 3 jours pour l'étude et la compréhension des documents, 10 jours pour les échanges avec les parties impliquées et les visites de terrain, 5 jours pour la rédaction du rapport, 1 journée pour la restitution de l'évaluation et 3 jours pour la finalisation du rapport.

La semaine de travail est considérée, allant du lundi au vendredi, sauf pour les jours de mission sur le terrain où les samedis et dimanches sont aussi indubitablement inclus.

VII. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le Soumissionnaire devra présenter une offre contenant de manière séparée et dans deux enveloppes distinctes :

- La partie technique et opérationnelle de sa proposition d'une part ;
- La partie financière de sa proposition d'autre part.

En termes de contenu, chaque partie de la proposition comprend les éléments suivants.

A/ Proposition technique et opérationnelle : Elle doit comprendre :

- Le CV du consultant
- La note méthodologique : Celle-ci spécifiant les étapes à suivre et proposant une manière de faire pour chacune d'entre elles ainsi que les outputs attendus de chacune des étapes.
- Le planning de travail : Il s'agit du document de programmation de la mission.

La comparaison des offres techniques se fera sur la base de la grille d'évaluation ci-après :

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note Maximum	Consultants				
			1	2	3	4	5
	Méthodologie et planning de travail	40					
	Qualifications du consultant	60					
	TOTAL	100					

Chaque critère d'évaluation sera évalué de la manière suivante :

Méthodologie et planning de travail

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			1	2	3	4	5
Méthodologie et planning de travail							
1.1	Dans quelle mesure le consultant comprend-il bien la tâche?	5					
1.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée?	15					
1.3	Le cadre conceptuel proposé est-il approprié pour la tâche?	5					
1.4	Le champ de la tâche est-il bien défini et correspond-il à la mission?	5					
1.5	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution d la consultation?	10					
		40					

Qualifications du consultant

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			1	2	3	4	5
Qualifications du consultant							
2.1	diplôme: Master (Bac +5) au moins dans l'une des disciplines suivantes : Économie de la santé, Santé publique, Économie, Sociologie, Management des projets (diplôme inférieur à Master non acceptable)	15					
2.2	Expérience en management des programmes/projets et particulièrement en suivi et évaluation des projets et programmes; (au moins 7 ans) <ul style="list-style-type: none"> • 5-6 ans.....12 points • 7 ans et plus.....20 points 	20					
2.3	Expérience en suivi-évaluation des projets dans le domaine du VIH/SIDA (au moins 3 évaluations réalisées et jugées satisfaisantes) <ul style="list-style-type: none"> • 1-28 points • 3 et plus.....15 points 	15					
2.4	Expérience avec le Système des Nations Unies	5					
2.5	Capacité de rédaction en français	5					
		60					

B/ Proposition financière :

Le soumissionnaire indiquera les coûts des services qu'il se propose de fournir dans un tableau des coûts appropriés. Ces coûts couvriront les charges du consultant, ainsi que tous les autres coûts directs et indirects supportés par le consultant. Les coûts des transports, de reproduction des documents et tous les équipements divers nécessaires pour la bonne exécution de l'étude seront spécifiés par le consultant.

Le coût de la rémunération du consultant sera arrêté dans le contrat de service auquel seront annexés les présents termes de référence.

VIII. PAIEMENT, SUPERVISION ET PROCESSUS D'APPROBATION DE LA PERFORMANCE

Les versements seront effectués au rythme de production des livrables attendus :

- 20% à la signature du contrat ;
- 40% lors de la remise du draft du rapport d'évaluation ;
- 40% lors de la remise du rapport final d'évaluation.

Le consultant travaillera sous la supervision générale du Représentant Résident Adjoint du PNUD, assistée du coordonnateur du projet. Pour le processus d'approbation, le superviseur devra évaluer le travail et la

performance du consultant. Une certification (Certification of Payment Form) se fera à chaque étape par le superviseur pour indiquer la qualité des travaux (satisfaisants ou pas).

IX. PROFIL DU CONSULTANT

Le consultant devra jouir d'une intégrité et d'une indépendance parfaites. Il se doit donc d'être impartial et d'être autonome de toute structure ayant participé audit projet.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Une expérience professionnelle de sept (7) ans minimum en management des projets et programmes et particulièrement en suivi et évaluation des projets et programmes est requise;
- Une expérience dans le domaine du suivi-évaluation des projets dans le domaine du VIH/SIDA est souhaitable ;
- Une expérience de travail avec les Nations Unies en général et avec le PNUD en particulier est souhaitable ;
- La maîtrise des logiciels de base (pack office) est par ailleurs exigée.

FORMATION

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur (Master / BAC + cinq au moins) dans l'une des disciplines suivantes : Economie de la santé, Santé publique, Economie, Sociologie, Management des projets

LANGUE DE TRAVAIL

- Une parfaite maîtrise du français est obligatoire.
- La connaissance de l'anglais serait un atout.

X. METHODE D'EVALUATION CONSULTANT

L'analyse cumulative

Le contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme:

- a) recevable / compatible / acceptable, et
- b) ayant obtenu le meilleur score sur un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés spécifiques à la sollicitation.

*Poids des critères techniques; [70%]

*Poids des critères financiers; [30%]

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points seront considérés pour l'évaluation financière

XI. ETHIQUE D'EVALUATION

La présente évaluation est conduite conformément aux principes mis en avant dans les « **Directives éthiques pour l'évaluation** » de l'UNEG. Elle décrit les problèmes essentiels abordés dans l'élaboration et l'exécution de l'évaluation, y compris l'éthique d'évaluation et les procédures permettant de sauvegarder les droits et la confidentialité des personnes fournissant les informations, par exemple : mesures pour garantir la conformité avec les codes juridiques régissant les zones telles que les dispositions pour collecter et rapporter les données, particulièrement les autorisations nécessaires pour interviewer ou obtenir des informations au sujet des enfants et des adolescents ; dispositions permettant de stocker et de garder la sécurité des informations collectées et protocoles permettant de garantir l'anonymat et la confidentialité.